

Convention collective nationale

IDCC : 218 | **ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE**
(8 février 1957)

Protocole d'accord du 11 avril 2024
relatif à la gestion de l'épargne salariale
dans les organismes du régime général de sécurité sociale

NOR : ASET2450500M

IDCC : 218

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UCANSS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

PSTE CFDT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les salariés des organismes du régime général de sécurité sociale bénéficient d'un plan d'épargne interentreprises (PEI) depuis 2005, prévu par le protocole d'accord du 21 juin 2017 et d'un plan d'épargne pour la retraite collectif interentreprises (PERCOLI) depuis 2018, prévu par le protocole d'accord du 13 juillet 2023, chacun à durée indéterminée.

Les prestations de gestion de l'épargne salariale relèvent de la réglementation applicable en matière de commande publique. À ce titre, le choix de l'opérateur s'inscrit dans le cadre d'une procédure de marché public. Le marché de la gestion de l'épargne salariale est ainsi attribué par décision de la commission des marchés.

Dans ce cadre, les parties signataires garantissent un suivi global portant sur l'intégralité du dispositif d'épargne salariale et sa gestion, au bénéfice des salariés au sein du régime général.

Article 1 | Modification du protocole d'accord du 21 juin 2017 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne interentreprises dans le régime général de sécurité sociale

Le protocole d'accord du 21 juin 2017 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne interentreprises dans le régime général de sécurité sociale est modifié comme suit :

1° Le 5^e alinéa du préambule est ainsi rédigé :

« Natixis Interépargne est l'organisme gestionnaire du plan, pour une durée de 5 ans, en vertu de la décision rendue par la commission des marchés du 13 décembre 2023 dans le cadre d'une procédure de marché public, conformément aux critères de jugement des offres des candidats visés par le titre II du protocole d'accord relatif à l'opérateur en charge de l'épargne salariale dans les organismes du régime général de sécurité sociale du 11 avril 2024. Il est chargé à ce titre par délégation de l'entreprise de la tenue du registre des comptes administratifs des épargnants du plan. L'échéance de reprise de la gestion de l'épargne salariale au sein du régime général de sécurité sociale par Natixis Interépargne est fixée au plus tard au terme de la relation contractuelle avec Amundi et Sienna gestion, soit le 30 septembre 2024. »

2° Le 1^{er} alinéa de l'article 2 est rédigé comme suit :

« Peut adhérer au plan d'épargne interentreprises tout salarié relevant des conventions collectives nationales de travail du 8 février 1957 du personnel des organismes de sécurité sociale, du 18 septembre 2018 des agents de direction des organismes de sécurité sociale, et du 4 avril 2006 des praticiens conseils du régime général de sécurité sociale, de chaque organisme employeur, comptant au moins deux mois d'ancienneté au sein du régime général, à la date à laquelle il demande son adhésion au plan. »

3° En conséquence, toute référence à « Amundi Tenue de comptes » est remplacée par celle de « Natixis Interépargne », de sorte que :

- le dernier alinéa de l'article 5 est ainsi rédigé : « Il doit alors faire la demande auprès de l'organisme chargé de la gestion du ou des nouveaux plans et en informer Natixis Interépargne en précisant le nom et l'adresse de son nouvel employeur et de l'organisme chargé de la gestion du ou des nouveaux plans. Ce transfert entraîne la clôture du compte de l'épargnant au titre du présent plan. » ;
- le dernier alinéa de l'article 6 est ainsi rédigé : « Dès lors que l'organisme employeur en a informé Natixis Interépargne, ces frais incombent aux épargnants concernés et sont perçus par prélèvement sur leurs avoirs. » ;
- l'article 7 est ainsi rédigé : « la société Natixis Investment Managers International, dont le siège social est à 43, avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris est l'organisme gestionnaire des FCPE.
CACEIS Bank, dont le siège social est à Montrouge (92120), 89-91, rue Gabriel-Péri, est l'établissement dépositaire des FCPE composant le portefeuille.
Natixis Interépargne, dont le siège social est à Paris 13^e, 59, avenue Pierre Mendès-France est le teneur de compte conservateur de parts des FCPE. » ;
- l'article 8 est ainsi rédigé : « La totalité des sommes versées dans le plan sont investies, selon le choix individuel de chaque épargnant, en parts ou dix millièmes de part des FCPE suivants :
 - "Natixis ES Monétaire I" ;
 - "Sélection DNCA Sérénité Plus" ;

- “Sélection DNCA Évolutif ISR” ;
- “Expertise ESG Équilibre” ;
- “Avenir Mixte Solidaire” ;
- “Impact Actions Emploi Solidaire I” ;
- “Impact ISR Performance I” ;
- “Sélection Mirova Actions Internationale”

L'orientation de la gestion et la composition du portefeuille de chacun des FCPE sont précisées à l'article "Orientation de la gestion" de leur règlement.

Aucune commission de souscription ne sera prélevée lors de l'investissement en parts des FCPE listés ci-avant.

Pendant ou à l'issue de la période d'indisponibilité, l'épargnant peut modifier l'affectation de tout ou partie de ses avoirs entre les FCPE précités. La modification du choix de placement est effectuée sans frais, en liquidités et est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir.

En application des modalités d'affectation au PEI fixées par l'accord d'intéressement, à défaut de choix exprimé du bénéficiaire sur son choix de placement ou de versement de ses droits, les sommes concernées seront investies en parts du FCPE présentant le profil d'investissement le moins risqué : “Natixis ES Monétaire I” » ;

– la liste des cas de déblocage anticipé de l'article 10 est complétée du cas suivant :

- « – violences commises contre l'épargnant par son conjoint, son concubin ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, ou son ancien conjoint, concubin ou partenaire :
 - soit lorsqu'une ordonnance de protection est délivrée au profit de l'intéressé par le juge aux affaires familiales en application de l'article 515-9 du code civil ;
 - soit lorsque les faits relèvent de l'article 132-80 du code pénal et donnent lieu à une alternative aux poursuites, à une composition pénale, à l'ouverture d'une information par le procureur de la République, à la saisine du tribunal correctionnel par le procureur de la République ou le juge d'instruction, à une mise en examen ou à une condamnation pénale, même non définitive. »

4° Modification de l'article 13 :

Il est ajouté un premier alinéa à l'article 13 rédigé comme suit :

- « Conformément au sixième alinéa du I de l'article L. 214-164 du code monétaire et financier, la société de gestion justifie chaque année devant le conseil de surveillance sa politique d'engagement actionnarial et présente le compte rendu de la mise en œuvre de cette politique. »

5° Création d'un article 14 :

Le titre de l'article 14 est rédigé comme suit : « Suivi de l'accord ».

L'article 14 est rédigé comme suit : « Il est instauré une commission de suivi de l'accord dite “commission de suivi de l'épargne salariale”, telle que visée à l'article 5 du protocole d'accord relatif à l'opérateur en charge de l'épargne salariale dans les organismes du régime général de sécurité sociale du 11 avril 2024. ».

6° Renumerotation des articles :

L'article 14 devient l'article 15.

L'article 15 devient l'article 16.

L'article 16 devient l'article 17.

7° Modification de l'article 15 :

L'alinéa 4 de l'article 15 est rédigé comme suit « Toute modification sera portée à la connaissance du personnel de l'organisme employeur, l'UCANSS s'engageant à en informer sans délai par courrier Natixis Interépargne. »

8° Modification des annexes :

Les critères de choix de placement et les documents d'information clés des FCPE sont présentés en annexe 2 des présentes et insérés en annexe 1 du protocole d'accord du 21 juin 2017 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne interentreprises dans le régime général de sécurité sociale, hormis le FCPE « Avenir Action Long Termes » réservé au plan d'épargne retraite collectif interentreprises du protocole d'accord du 13 juillet 2023.

Le document d'information préalable présenté en annexe 3 aux présentes, est inséré en annexe 2 du protocole d'accord du 21 juin 2017 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne interentreprises dans le régime général de sécurité sociale.

Article 2 | Modification du protocole d'accord du 13 juillet 2023 relatif au plan d'épargne retraite d'entreprise collectif interentreprises dans les organismes du régime général de sécurité sociale

Le protocole d'accord du 13 juillet 2023 relatif au plan d'épargne retraite collectif interentreprises dans le régime général de la sécurité sociale est modifié comme suit :

1° L'article 7 est ainsi rédigé :

« L'ensemble des FCPE proposés dans le cadre du PERCOLI ont pour teneur de comptes conservateur de parts de FCPE Natixis Interépargne, dont le siège social est à Paris 13^e, 59, avenue Pierre Mendès-France.

L'ensemble des FCPE du dispositif sont gérés par Natixis Investment Managers International, dont le siège social est à 43, avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris.

Natixis Interépargne est l'organisme gestionnaire du plan, pour une durée de 5 ans, en vertu de la décision rendue par la commission des marchés du 13 décembre 2023 dans le cadre d'une procédure de marché public, conformément aux critères de jugement des offres des candidats visés par le titre II du protocole d'accord relatif à l'opérateur en charge de l'épargne salariale dans les organismes du régime général de sécurité sociale du 11 avril 2024. Il est chargé à ce titre par délégation de l'entreprise de la tenue du registre des comptes administratifs des épargnants du plan. L'échéance de reprise de la gestion de l'épargne salariale au sein du régime général de sécurité sociale par Natixis Interépargne est fixée au plus tard au terme de la relation contractuelle avec Amundi et Sienna gestion, soit le 30 septembre 2024. »

2° L'article 8 est ainsi rédigé :

« La totalité des sommes versées dans le plan sont investies, selon le choix individuel de l'épargnant, en parts ou fractions de parts des FCPE désignés ci-après.

L'épargnant choisit d'affecter son épargne dans l'un et/ou l'autre des deux modes de gestion suivants :

- la gestion pilotée, s'il souhaite bénéficier d'un mode de gestion spécifiquement adapté à son horizon de départ à la retraite répondant aux conditions posées par les articles L. 3334-11, R. 3334-1-2 et R. 3334-1-3 du code du travail,

et/ou

- la gestion libre, s'il maîtrise les mécanismes financiers et préfère procéder lui-même au choix d'investissement de son épargne.

L'épargnant peut détenir des parts de FCPE dans ces deux modes de gestion.

8.1. Gestion pilotée par grille d'allocation

Le mode de gestion pilotée défini par les articles L. 224-3, R. 224-1 et suivants, et D. 224-3 et suivants du code monétaire et financier, est spécifiquement adapté à l'horizon de départ à la retraite du titulaire.

Les versements sont affectés en gestion pilotée selon une allocation permettant de réduire progressivement les risques financiers correspondant au(x) profil(s) d'investissement suivant(s) : "équilibré horizon retraite", "prudent horizon retraite" et/ou "dynamique horizon retraite" tel(s) que défini(s) par l'article 1^{er} de l'arrêté du 7 août 2019 portant application de la réforme des retraites.

Son mécanisme ainsi que les actifs correspondant aux profils d'investissement de la gestion pilotée, sont présentés dans un document joint en annexe 4.

Sous réserve d'en faire la demande expresse au gestionnaire, le titulaire a la possibilité de ne pas respecter le rythme minimal de sécurisation de l'épargne prévu dans le cadre du mécanisme de gestion pilotée, en modifiant sa date d'échéance.

Les sommes versées sont employées en parts ou fractions de parts des différents FCPE suivants, constituant ladite grille de désensibilisation :

- "Sélection DNCA Actions Euro PME" ;
- "Impact ISR Performance" ;
- "Avenir Mixte Solidaire" ;
- "Sélection DNCA Sérénité Plus" ;
- "Natixis ES Monétaire".

Aucune commission de souscription ne sera prélevée lors de l'investissement en parts des FCPE listés ci-avant.

8.2. Gestion libre

La totalité des sommes versées dans le cadre de la gestion libre sont investies, selon le choix individuel de l'épargnant, en parts ou fractions de parts, des FCPE suivants :

- "Natixis ES Monétaire I" ;
- "Sélection DNCA Sérénité Plus" ;
- "Sélection DNCA Évolutif ISR" ;
- "Expertise ESG Équilibre" ;
- "Avenir Mixte Solidaire" ;
- "Impact Actions Emploi Solidaire I" ;
- "Impact ISR Performance I" ;
- "Sélection Mirova Actions Internationales" ;
- "Avenir Actions Long Terme".

Chaque participant est propriétaire du nombre de parts et fractions de parts souscrit au moyen des versements faits à son nom. Le nombre de parts s'accroît normalement au fur et à mesure des souscriptions nouvelles et diminue du fait des rachats (remboursement) de parts antérieurement souscrites, ou lors d'un des événements décrits à l'article 10.

Aucune commission de souscription ne sera prélevée lors de l'investissement en parts des FCPE listés ci-avant.

8.3. Modification du choix de placement

Pendant ou à l'issue de la période d'indisponibilité, le titulaire peut modifier l'affectation de tout ou partie de ses avoirs entre les supports d'investissement de la gestion libre.

Pendant la période d'indisponibilité, le titulaire peut demander le transfert de tout ou partie de ses avoirs entre la gestion libre et la gestion pilotée.

Pendant la période d'indisponibilité, le titulaire peut demander à changer de profil de grille à tout moment. Cette modification de choix de placement s'effectuera lors de la prochaine désensibilisation trimestrielle.

La modification du choix de placement est effectuée sans frais, en liquidités et est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir.

8.4. Affectation par défaut des sommes versées au plan

Conformément aux articles L. 224-3 alinéa 3 et D. 224-3 du code monétaire et financier ainsi qu'à l'arrêté du 7 août 2019 portant application de la réforme de l'épargne retraite, sauf décision contraire et expresse du titulaire, les versements sont affectés selon une allocation permettant de réduire progressivement les risques financiers correspondant à un profil d'investissement "équilibré horizon retraite".

Dans ce cadre, à défaut d'indication de choix d'option dûment exprimé par le titulaire sur le mode de gestion et/ou les différents fonds, les sommes seront affectées à la grille de gestion pilotée correspondant au profil "équilibré horizon retraite", en tenant compte de la date de départ à la retraite ou du projet personnel indiqué par le titulaire. Sauf information contraire, la date d'échéance retenue correspondra à l'âge légal de départ à la retraite au moment du versement.

Toutefois, si le bénéficiaire détient déjà des avoirs en gestion pilotée, le versement sera affecté à la grille d'allocation en activité en retenant la même date de liquidation.

Ces dispositions s'appliquent à toutes les sommes versées au PERCOLI, quelle que soit leur origine.

Dans ce cadre, et sauf décision contraire et expresse du titulaire, la gestion pilotée existante au profil "équilibre" prévu dans l'accord et détaillée en annexe du plan est la solution d'investissement par défaut.

Cette grille correspondant au profil "équilibré horizon retraite" est investie au moins à 10 % de titres éligibles au PEA-PME conformément aux dispositions de l'article L. 137-16 du code de la sécurité sociale. »

3° L'article 10 est ainsi rédigé :

« 10.1. Disponibilité anticipée

Conformément à l'article L. 224-4 du code monétaire et financier, le titulaire peut demander le rachat ou la liquidation anticipée de tout ou partie de ses droits du fait de la survenance de l'un des événements suivants :

- le décès du conjoint du titulaire ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ;
- l'invalidité du titulaire, de ses enfants, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale ;
- la situation de surendettement du titulaire au sens de l'article L. 711-1 du code de la consommation ;

- l’expiration des droits à l’assurance chômage du titulaire ou le fait pour le titulaire d’un plan qui a exercé des fonctions d’administrateur, de membre du directoire ou de membre du conseil de surveillance et n’a pas liquidé sa pension dans un régime obligatoire d’assurance vieillesse, de ne pas être titulaire d’un contrat de travail ou d’un mandat social depuis deux ans au moins à compter du non-renouvellement de son mandat social ou de sa révocation ;
- la cessation d’activité non salariée du titulaire à la suite d’un jugement de liquidation judiciaire en application du titre IV du livre VI du code de commerce ou toute situation justifiant ce retrait ou ce rachat selon le président du tribunal de commerce auprès duquel est instituée une procédure de conciliation mentionnée à l’article L. 611-4 du même code, qui en effectue la demande avec l’accord du titulaire ;
- l’affectation des sommes épargnées à l’acquisition de la résidence principale, les sommes correspondants à des versements obligatoires ne pouvant être liquidés ou rachetés pour ce motif.

Il en sera de même pour tout autre cas fixé ultérieurement par la réglementation.

La levée de l’indisponibilité intervient sous forme d’un versement unique.

10.2. Autres dispositions

Le décès du titulaire avant l’échéance mentionnée à l’article 9 entraîne la clôture du plan. »

4° Modification de l’article 15 :

Il est ajouté un 3^e alinéa rédigé comme suit :

« Conformément au sixième alinéa du I de l’article L. 214-164 du code monétaire et financier, la société de gestion justifie chaque année devant le conseil de surveillance sa politique d’engagement actionnarial et présente le compte rendu de la mise en œuvre de cette politique. »

5° Modification de l’article 16 :

L’alinéa 5 de l’article 16 est rédigé comme suit : « Il est instauré une commission de suivi de l’accord dite “commission de suivi de l’épargne salariale”, telle que visée à l’article 5 du protocole d’accord relatif à l’opérateur en charge de l’épargne salariale dans les organismes du régime général de sécurité sociale du 11 avril 2024. »

6° Renumérotation de l’article 19 :

L’article 19 devient l’article 18.

7° Modification des annexes :

Les dispositions de l’annexe 3 sont remplacées par celles de l’annexe 4 aux présentes.

Les critères de choix de placement et les documents d’information clés des FCPE sont présentés en annexe 2 des présentes et insérés en annexe 2 du protocole d’accord du 13 juillet 2023 relatif au plan d’épargne pour la retraite collectif interentreprises dans le régime général de sécurité sociale.

Le document d’information préalable est présenté en annexe 3 des présentes et inséré en annexe 3 du protocole d’accord du 13 juillet 2023 relatif au plan d’épargne pour la retraite collectif interentreprises dans le régime général de sécurité sociale.

Titre II Critères de jugement des offres des candidats à un marché d'épargne salariale

Article 3 | Critères

Les critères de jugement des offres des candidats au marché public d'épargne salariale et leur pondération sont les suivants :

Critères	Sous-critères	Poids	
1. Qualité de gestion administrative	Qualité des outils proposés aux salariés	10 %	30 %
	Qualité des outils proposés aux salariés	5 %	
	Adaptation aux spécificités du régime général, communication	15 %	
2. Performances fonds	Respect de la gamme demandée dont dimension ISR ^[1]	20 %	45 %
	Performance nette des fonds	20 %	
	Performance ajustée des risques	5 %	
3. Offre financière	Tarifs TCCP ^[2] /Gestion administrative	15 %	25 %
	Frais de gestion des fonds	10 %	
			100 %
<small>[1] ISR : investissement socialement responsable. [2] TCCP : tenue de compte.</small>			

Article 4 | Modalités de révision

Les critères visés à l'article 1^{er} du titre II peuvent faire l'objet d'une révision, préalablement au terme du marché, en amont du lancement de la consultation.

Titre III Modalités d'accompagnement des porteurs de parts dans le cadre d'un changement d'opérateur

Conformément à la faculté ouverte par l'article R. 3332-3 du code du travail, les parties signataires conviennent du transfert collectif des avoirs détenus par les salariés et anciens salariés dans les fonds actuels de chaque plan d'épargne vers les fonds nouvellement désignés et dont les caractéristiques sont identiques.

Il résulte de la circulaire interministérielle relative à l'épargne salariale du 14 septembre 2005 et du guide de l'épargne salariale de juillet 2014 que des caractéristiques identiques résultent des éléments suivants :

- l'orientation de gestion, caractérisée par le niveau de profil de risque et de rendement figurant dans le DICI, doit être équivalente (le profil de risque pouvant toutefois être au niveau inférieur le plus proche) ;
- les frais maximum perçus doivent être identiques ou inférieurs, sauf si les signataires en décident autrement et en justifient.

L'opération de transfert collectif porte sur la totalité des avoirs, disponibles et indisponibles, que chaque porteur de parts, salarié et ancien salarié, détient dans les fonds d'origine. Elle sera réalisée sans frais (ni pour l'épargnant ni pour l'employeur) et sera sans incidence sur la durée de blocage restant éventuellement à courir.

La présentation de la gestion pilotée cible est présentée en annexe 4 du présent protocole.
Le procès-verbal de transfert figure en annexe 1.

Titre IV Dispositions diverses

Article 5 | Suivi de l'accord

Il est instauré une commission de suivi de l'accord dite « commission de suivi de l'épargne salariale » composée comme suit :

- une délégation employeur composée notamment du directeur de l'UCANSS, ou de son représentant, et de tous autres experts. Le nombre de membres de la délégation employeur ne peut excéder celui des représentants des organisations syndicales ;
- une délégation salarié composée de quatre représentants au total pour chaque confédération ou union représentative au sein du régime général.

Elle se réunit annuellement avant la fin du premier semestre.

L'opérateur en charge de l'épargne salariale assure à l'occasion de cette commission la présentation notamment, des données quantitatives relatives aux dispositifs d'épargne salariale au sein du régime général et qualitatives relatives à la qualité de service rendu et à la performance des fonds.

Par ailleurs, les partenaires sociaux conviennent d'une rencontre dans l'année de mise en œuvre du présent accord afin de dresser un bilan des opérations de transfert et d'évaluer la mise en œuvre des prestations.

Article 6 | Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée.

Il s'applique à compter du lendemain de son agrément, et jusqu'à la date de fin du marché de la gestion de l'épargne salariale fixée au 30 septembre 2029.

Article 7 | Dispositions d'application

Le présent accord fait l'objet d'un dépôt dans les conditions posées par le code du travail.

Il pourra être révisé dans les conditions légales posées par le code du travail.

Il entre en application sous réserve de son agrément ministériel prévu par le code de la Sécurité sociale. Il ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de la part de l'employeur.

Fait à Montreuil, le 11 avril 2024.

(Suivent les signatures.)

Annexe 1 Procès-verbal de transfert collectif des avoirs détenus au sein du plan d'épargne interentreprises et du plan d'épargne retraite collectif interentreprises

	De « Amundi Label Monétaire ESR F »	Vers « Natixis ES Monétaire I »
	Date du DIC : 15 janvier 2024	Date du DIC : 1 ^{er} janvier 2023 en vigueur à date
Code ISIN ou code AMF :	990000106019	990000090559
Classification :	Monétaire à valeur liquidative variable standard	Monétaire à valeur liquidative variable standard
SRI :	1	1
Coûts récurrents :	0,20 %	0,1 %

	De « Epsens Défensif ISR Solidaire A »	Vers « Sélection DNCA Évolutif ISR I »
	Date du DIC : 29 décembre 2023	Date du DIC : 9 octobre 2023 en vigueur à date
Code ISIN ou code AMF :	FR0010342063	990000116179
Classification :	Non applicable	Non applicable
SRI :	3	3
Coûts récurrents :	0,82 %	1,86 %

	De « Amundi Label Équilibre Solidaire ESR F »	Vers « Avenir Mixte Solidaire »
	Date du DIC : 3 décembre 2023	Date du DIC : 1 ^{er} janvier 2023 en vigueur à date
Code ISIN ou code AMF :	990000079319	990000084919
Classification :	Non applicable	Non applicable
SRI :	3	3
Coûts récurrents :	0,69 %	0,7 %

	De « Amundi Label Dynamique ESR F »	Vers « Impact Actions Emploi Solidaire I »
	Date du DIC : 20 décembre 2023	Date du DIC : 1 ^{er} janvier 2023 en vigueur à date
Code ISIN ou code AMF :	990000080759	990000099449
Classification :	Non applicable	Actions internationales

	De « Amundi Label Dynamique ESR F »	Vers « Impact Actions Emploi Solidaire I »
	Date du DIC : 20 décembre 2023	Date du DIC : 1 ^{er} janvier 2023 en vigueur à date
SRI :	4	4
Coûts récurrents :	0,66 %	1,2 %

	De « Epsens Actions ISR A »	Vers « Impact ISR Performance I »
	Date du DIC : 1 ^{er} mars 2024	Date du DIC : 29 décembre 2023 en vigueur à date
Code ISIN ou 3 ^o de AMF :	990000081859	990000080919
Classification :	Actions de pays de la zone euro	Actions internationales
SRI :	5	4
Coûts récurrents :	1,28 %	0,72 %

	De « Amundi LABEL Actions Euro-land ESR F »	Vers « Impact ISR Performance I »
	Date du DIC : 20 décembre 2023	Date du DIC : 29 décembre 2023 en vigueur à date
Code ISIN ou code AMF :	990000084229	990000080919
Classification :	Actions de pays de la zone euro	Actions internationales
SRI :	5	4
Coûts récurrents :	0,82 %	0,72 %

Les épargnants pourront arbitrer tout ou partie de leur épargne entre les différents supports d'investissement du nouveau dispositif d'épargne salariale.

Focus gestion pilotée

Les avoirs investis dans la gestion pilotée proposée par Amundi ESR seront automatiquement transférés au sein de la gestion pilotée « Profil Équilibré » proposée par Natixis Interépargne, conformément à la date de retraite indiquée auprès de Amundi ESR.

La présentation de la gestion pilotée cible est présentée en annexe 4 du présent accord.

Les supports de placement « Epsens Défensif ISR Solidaire » et « Epsens Actions ISR » sont gérés par Sienna GESTION en sa qualité de société de gestion de portefeuille, BNP Paribas SA en est le dépositaire et Amundi ESR en est le teneur de compte conservateur de parts.

Les supports de placement « Amundi Label Monétaire ESR », « Amundi Label Équilibre Solidaire ESR », « Amundi Label Dynamique ESR » et « Amundi Label Actions Euroland ESR » sont gérés par Amundi Asset Management en sa qualité de société de gestion de portefeuille, CACEIS Bank en est le dépositaire et Amundi ESR en est le teneur de compte conservateur de parts.

Les supports de placement « Natixis ES Monétaire », « Sélection DNCA Évolutif ISR », « Avenir Mixte Solidaire », « Impact Actions Emploi Solidaire » et « Impact ISR Performance » sont gérés par Natixis Investment Managers International en sa qualité de société de gestion de por-

tefeuille, CACEIS Bank en est le dépositaire et Natixis Interépargne en est le teneur de compte conservateur de parts.

Les parties ont pris connaissance des caractéristiques des nouveaux supports de placement dont les documents d'informations clés (DIC) sont en annexe du présent document. Les parties ont également été informées des dispositions réglementaires encadrant les opérations de transferts collectifs partiels d'épargne salariale^[1] et acceptent les différences d'orientation de gestion et/ou de structure de tarification entre les supports de placement. Elles ont été avisées que les coûts récurrents indiqués dans ce document, extraits des DIC, sont une notion différente et plus large que les frais de gestion indiqués dans les différents règlements/statuts des supports de placement.

L'opération de transfert porte sur la totalité des avoirs, disponibles et indisponibles, que chaque porteur de parts détient dans les supports de placement d'origine. Elle sera réalisée sans frais et n'aura pas d'incidence sur la durée de blocage restant éventuellement à courir.

Les sociétés Natixis Interépargne et Natixis Investment Managers International consentent à ces transferts.

[1] Selon la circulaire interministérielle du 14 septembre 2005 relative à l'épargne salariale (dossier PEE, fiche 6, IV B), les caractéristiques entre le FCPE d'origine et le FCPE receveur sont identiques dès lors que leurs orientations de gestion sont équivalentes et les frais perçus sont inférieurs ou égaux.

Annexe 2 Critères de choix de placement et documents d'information clés des fonds communs de placement

« **Avenir Action Long Termes** », ce FCPE a pour objectif de gestion de réaliser une croissance à long terme en diversifiant ses investissements à l'échelle mondiale via des OPC (OPCVM ou FIA) investis dans des actions de sociétés cotées et non cotées, sur une durée de placement recommandée d'au moins 8 ans.

« **Sélection Mirova Actions Internationales** », ce FCPE est investi au travers de son fonds maître le compartiment « Mirova Global Sustainable Equity Fund », action M1/D, de la SICAV Mirova Funds, dont l'objectif d'investissement est d'allouer le capital à des modèles économiques durables présentant des avantages environnementaux et/ou sociaux en investissant dans des obligations ou des actions émises par des sociétés qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU et/ou réduisent le risque de ne pas atteindre un ou plusieurs ODD. Le Compartiment s'attachera à investir dans des sociétés cotées sur des bourses du monde entier, tout en alliant systématiquement des considérations sociales, environnementales et de gouvernance (« ESG ») à une performance financière mesurée par rapport à l'indice MSCI World Net Dividends Reinvested sur la période minimale d'investissement recommandée de 5 ans.

« **Impact ISR Performance** », ce placement s'adresse aux investisseurs recherchant une gestion résolument offensive obéissant à des critères socialement responsables. Ce FCPE est investi au travers de son fonds maître Impact ES Actions Europe, lequel a pour objectif d'offrir une performance nette de frais de gestion supérieure à celle générée par son indice de référence sur sa durée minimale de placement recommandée. Le fonds est exposé essentiellement en actions. La zone géographique prépondérante est l'Europe.

« **Impact Actions Emploi Solidaire** », ce placement est investi au travers de son fonds maître Insertion Emplois Dynamique, fonds ISR et Solidaire, éligible au PEA, qui a pour objectif de générer, sur la durée minimale de placement recommandée, une performance financière en ligne avec celle des marchés d'actions européens et d'investir sur les entreprises européennes et internationales qui vont, selon l'analyse de Mirova, créer de l'emploi en France sur des cycles de 3 ans.

« **Avenir Mixte Solidaire** », ce placement s'adresse aux investisseurs recherchant une gestion équilibrée obéissant à des critères solidaires. Ce fonds a pour objectif de surperformer sur le long terme son indicateur de référence. Le fonds est exposé principalement aux marchés d'actions, européennes, américaines, dans une moindre mesure, asiatiques ainsi qu'en produits de taux de la zone euro. Le fonds est par ailleurs investi entre 5 et 10 % en titres solidaires.

« **Expertise ESG Équilibre** », ce FCPE est nourricier du fonds Natixis ESG Moderate Fund, lequel a pour objectif de gestion l'appréciation du capital en investissant dans des organismes de placement collectif (comme le permet la directive 2009/65/CE1 (la « directive OPCVM ») sélectionnés dans le cadre d'un processus d'investissement comprenant systématiquement des considérations environnementales, sociales et de gouvernance (« ESG »), sur une période d'investissement recommandée de 5 ans.

« **Sélection DNCA Évolutif ISR** » ce FCPE est investi au travers de son fonds maître DNCA Invest Évolutif dont l'objectif de gestion consiste à surperformer l'indice composite : 25 % MSCI World NR EUR + 25 % MSCI Europe NR EUR + 50 % Bloomberg Euro Govt Inflation Linked 1-10

years, calculé dividendes réinvestis, sur la durée d'investissement recommandée, tout en protégeant le capital en période défavorable grâce à une gestion opportuniste et une allocation d'actifs flexible. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le style de gestion est discrétionnaire et intègre des critères environnementaux, sociaux/sociétaux et de gouvernance (ESG).

« **Sélection DNCA Sérénité Plus** », ce FCPE est investi au travers de son fonds maître DNCA Sérénité Plus, lequel a pour objectif de gestion la recherche d'une performance supérieure à l'indice de référence obligataire Bloomberg Euro Aggregate 1-3 year (Ticker Bloomberg : LE13TREU Index) calculé coupons réinvestis sur la durée de placement recommandée. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que la gestion est discrétionnaire et intègre des critères environnementaux, sociaux/sociétaux et de gouvernance (ESG).

« **Natixis ES Monétaire** » : l'objectif de ce fonds est d'offrir une rémunération constante proche de celle du marché monétaire au jour le jour. Ce placement s'adresse aux investisseurs recherchant une grande régularité dans l'évolution de leur valeur de part et la sécurité pour leur épargne. En cas de très faible niveau des taux d'intérêt du marché monétaire, le rendement dégagé par le fonds ne suffirait pas à couvrir les frais de gestion et le fonds verrait sa valeur liquidative baisser de manière structurelle. Sa valeur liquidative peut fluctuer et le capital investi n'est pas garanti. Le fonds ne peut en aucun cas s'appuyer sur un soutien extérieur pour garantir ou stabiliser sa valeur liquidative. Investir dans un fonds monétaire est différent d'un investissement dans des dépôts bancaires. Fonds non garanti en capital.

Annexe 3 Document d'information préalable

Ce document présente, au titre de l'année écoulée, les informations détaillées de performance et frais de gestion relatives aux FCPE de ce plan.

Les FCPE ne sont pas garantis et présentent un risque de perte en capital. Ils sont soumis à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Performances du 1 ^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023				(A)	(B)	(A - B)	(C)	(B + C)	(A - B - C)
Code ISIN	Libellé	Société de gestion	Indicateur de risque de l'actif (SRI) : 1 (faible) à 7 (élevé)	Performance brute de l'actif N - 1	Frais courants dont frais rétro-cédés (taux de rétrocessions de commissions)	Performance nette de l'actif	Frais de gestion du plan ⁽¹⁾	Frais totaux dont frais rétro-cédés (taux de rétrocession de commissions)	Performance finale ⁽²⁾
Fonds actions									
QS00004038475	Avenir Actions Long Terme Part I	Natixis Investment Managers International	4	-	1,56 %	-	0 %	-	-
QS00004034789	Impact Actions Solidaire (Part I)	Natixis Investment Managers International	4	13,94 %	1,13 % (dont 0,74 %)	12,81 %	0 %	1,13 % (dont 0,74 %)	12,81 %
QS00004088926	Impact ISR Performance (Part I)	Natixis Investment Managers International	4	10,55 %	0,46 % (dont 0,29 %)	10,09 %	0 %	0,46 % (dont 0,29 %)	10,09 %
QS00004036669	Sélection DNCA Actions Euro PME (Part I)	Natixis Investment Managers International	4	1,15 %	1,20 % (dont 0,17 %)	- 0,05 %	0 %	1,20 % (dont 0,17 %)	- 0,05 %

Performances du 1 ^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023				(A)	(B)	(A – B)	(C)	(B + C)	(A – B – C)
Code ISIN	Libellé	Société de gestion	Indicateur de risque de l'actif (SRI) : 1 (faible) à 7 (élevé)	Performance brute de l'actif N – 1	Frais courants dont frais rétrocédés (taux de rétrocessions de commissions)	Performance nette de l'actif	Frais de gestion du plan ⁽¹⁾	Frais totaux dont frais rétrocédés (taux de rétrocession de commissions)	Performance finale ⁽²⁾
QS00004036743	Sélection Mi- rova Actions Internationales (Part I)	Natixis Investment Managers International	4	15,06 %	1,61 % (dont 1,10 %)	13,45 %	0 %	% (dont 1,10 %)	13,45 %
Fonds obligations									
QS00004085641	S é l e c t i o n DNCA Sérénité Plus (Part I)	Natixis Investment Managers International	2	5,20 %	0,71 % (dont 0,19 %)	4,49 %	0 %	0,71 % (dont 0,19 %)	4,49 %
Fonds mixtes									
QS00004089759	Avenir Mixte S o l i d a i r e (Part I)	Natixis Investment Managers International	3	9,97 %	0,73 % (dont 0,34 %)	9,24 %	0 %	0,73 % (dont 0,34 %)	9,24 %
QS00004038103	E x p e r t i s e ESG Équilibre Part I	Natixis Investment Managers International	3	11,75 %	1,02 % (dont 0 %)	10,73 %	0 %	1,02 % (dont 0 %)	10,73 %
QS00004036727	S é l e c t i o n DNCA Évolutif ISR (Part I)	Natixis Investment Managers International	3	18,35 %	1,87 % (dont 0,18 %)	16,48 %	0 %	1,87 % (dont 0,18 %)	16,48 %

Performances du 1 ^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023				(A)	(B)	(A – B)	(C)	(B+C)	(A – B – C)
Code ISIN	Libellé	Société de gestion	Indicateur de risque de l'actif (SRI) : 1 (faible) à 7 (élevé)	Performance brute de l'actif N – 1	Frais courants dont frais rétro-cédés (taux de rétrocessions de commissions)	Performance nette de l'actif	Frais de gestion du plan ^[1]	Frais totaux dont frais rétro-cédés (taux de rétrocession de commissions)	Performance finale ^[2]
Fonds monétaires									
QS0004033864	Natixis ES Monétaire (Part I)	Natixis Investment Managers International	1	3,51 %	0,14 % (dont 0,08 %)	3,37 %	0 %	0,14 % (dont 0,08 %)	3,37 %
[1] Frais réels. [2] Performance minimum calculée avec le pourcentage maximum de frais.									

Code ISIN ou code AMF : code d'identification du FCPE.

Libellé : nom du FCPE.

Société de gestion : entité agréé et régulée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) qui gère le FCPE.

Indicateur synthétique de risque (SRI) : indicateur du niveau de risque de l'actif exprimé selon une échelle de 1 à 7 c'est-à-dire du niveau de risque le plus faible au niveau de risque le plus élevé.

Performance brute de l'actif : variation de valeur de l'actif du FCPE au cours du dernier exercice clos avant application des frais de gestion financière, de fonctionnement et autres services.

Frais de gestion de l'actif : frais annuels et exprimés en pourcentage, correspondant aux coûts récurrents autres que les coûts de transactions du portefeuille, perçus par la Société de gestion au titre de la gestion financière, de fonctionnement et autres services.

Performance nette de l'actif : variation de valeur de l'actif du FCPE sur l'année après application des frais de gestion financière, de fonctionnement et autres services (et avant application des frais de gestion du plan d'épargne retraite).

Frais de gestion du plan : frais récurrents du plan, exprimés en pourcentage, incluant notamment les frais de tenue de compte prélevés par le gestionnaire du plan (teneur de compte conservateur de parts [TCCP]).

Frais totaux : frais exprimés en pourcentage constituant la somme des frais de gestion financière, de fonctionnement et autres services prélevés sur l'actif du FCPE et des frais récurrents prélevés sur le plan d'épargne retraite.

Performance finale : variation de valeur de l'actif du FCPE au cours du dernier exercice clos après application des frais de gestion financière, de fonctionnement et autres services de l'actif et des frais de gestion du plan d'épargne retraite.

Taux de rétrocessions de commissions : taux annuel des frais de gestion financière de l'actif du FCPE ayant donné lieu à des rétrocessions de commission au profit des distributeurs et des gestionnaires du plan au cours du dernier exercice clos.

Annexe 4 Présentation des options de gestion pilotée du plan d'épargne retraite collectif interentreprises dans les organismes du régime général de sécurité sociale

Le titulaire peut panacher et arbitrer tout ou partie de son épargne entre les différentes grilles d'allocation proposées par le plan, et la gestion libre à tout moment.

Le titulaire a la possibilité de changer de grille ou d'arbitrer tout ou partie de son épargne entre gestion libre et gestion pilotée à tout moment.

Le titulaire aura la possibilité de nous transmettre un horizon de placement de ses avoirs différent pour chaque grille proposée par l'entreprise.

Lors de son premier versement, le titulaire indique la date prévisionnelle de son départ à la retraite. Son épargne sera alors investie en fonction de cet horizon selon une clé de répartition prédéterminée par la grille d'allocation, dont l'objectif est de définir, pour chaque horizon de placement, la proportion de chacune des grandes catégories d'actifs à respecter.

Les sommes versées sont employées en parts ou dix millième de parts des différents FCPE constituant la grille d'allocation, selon les modalités déterminées à l'article du plan relatif à la gestion pilotée. La répartition entre FCPE est effectuée en fonction de la grille sélectionnée entre les grandes catégories d'actifs suivantes : actions, obligataires et monétaires. Les versements ultérieurs sont investis selon la clé de répartition correspondant à son horizon de départ à la retraite au moment du versement. Très dynamique dans un premier temps, l'allocation est progressivement sécurisée afin d'obtenir une réduction du risque au fur et à mesure que le salarié se rapproche de la date de son départ à la retraite.

Comment fonctionne une grille ?

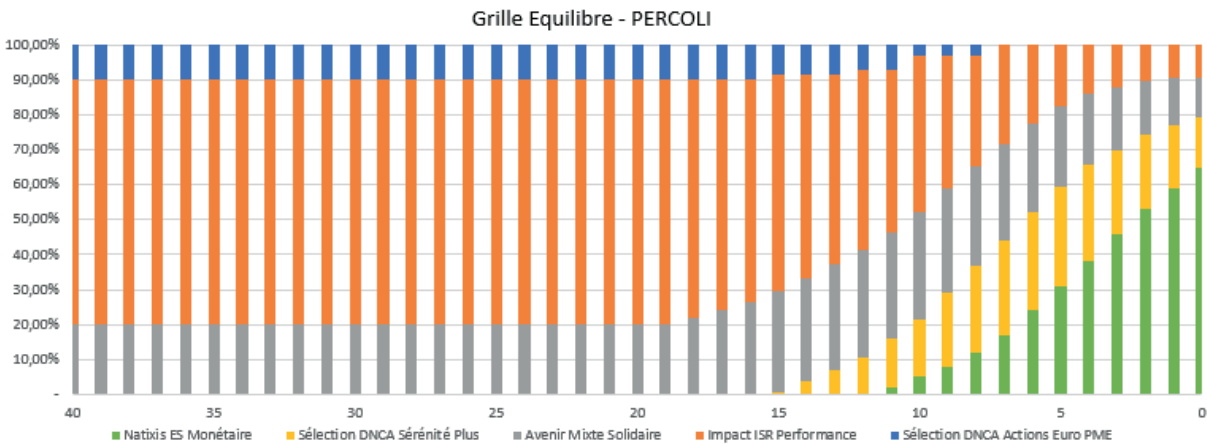
Les allocations théoriques correspondant à l'horizon d'investissement évoluant trimestriellement, une réallocation des avoirs du titulaire entre FCPE est donc réalisée, sans frais, trimestriellement afin de désensibiliser progressivement l'épargne. Toutefois, si l'évolution des marchés financiers aboutit à une répartition des investissements réelle très proche de l'allocation théorique conduisant à des arbitrages de très faibles montants, ceux-ci pourront être décalés sur les trimestres suivants.

(Voir page suivante.)

Grille « Horizon retraite équilibré »

Modèle annuel (étant précisé que la grille sera paramétrée en pas trimestriels)

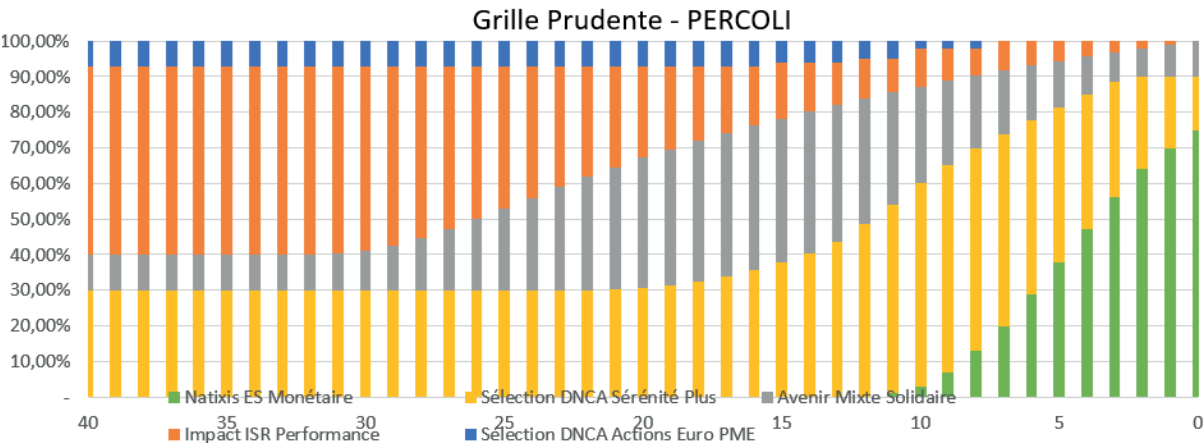
Age	Sélection DNCA Actions Euro PM	Impact ISR Performance	Avenir Mixte Solidaire	Sélection DNCA Sérénité Plus	Natixis ES Monétaire
40	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
39	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
38	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
37	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
36	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
35	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
34	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
33	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
32	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
31	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
30	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
29	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
28	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
27	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
26	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
25	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
24	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
23	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
22	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
21	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
20	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
19	10,00%	70,00%	20,00%	-	-
18	10,00%	68,00%	22,00%	-	-
17	10,00%	66,00%	24,00%	-	-
16	10,00%	63,51%	26,49%	-	-
15	8,50%	61,85%	28,90%	0,75%	-
14	8,50%	58,21%	29,54%	3,75%	-
13	8,50%	54,25%	30,50%	6,75%	-
12	7,00%	51,50%	31,00%	10,50%	-
11	7,00%	46,51%	30,66%	13,83%	2,00%
10	3,00%	44,64%	30,72%	16,64%	5,00%
9	3,00%	38,16%	29,67%	21,17%	8,00%
8	3,00%	31,84%	28,33%	24,83%	12,00%
7	-	28,16%	27,67%	27,17%	17,00%
6	-	22,34%	25,33%	28,33%	24,00%
5	-	17,50%	23,00%	28,50%	31,00%
4	-	13,66%	20,67%	27,67%	38,00%
3	-	12,00%	18,00%	24,00%	46,00%
2	-	10,16%	15,67%	21,17%	53,00%
1	-	9,31%	13,39%	18,30%	59,00%
0	-	9,20%	11,61%	14,19%	65,00%



Grille « Horizon retraite prudent »

Modèle annuel (étant précisé que la grille sera paramétrée en pas trimestriels)

Age	Sélection DNCA Actions Euro PME	Impact ISR Performance	Avenir Mixte Solidaire	Sélection DNCA Sérénité Plus	Natixis ES Monétaire
40	7,00%	53,00%	10,00%	30,00%	-
39	7,00%	53,00%	10,00%	30,00%	-
38	7,00%	53,00%	10,00%	30,00%	-
37	7,00%	53,00%	10,00%	30,00%	-
36	7,00%	53,00%	10,00%	30,00%	-
35	7,00%	53,00%	10,00%	30,00%	-
34	7,00%	53,00%	10,00%	30,00%	-
33	7,00%	53,00%	10,00%	30,00%	-
32	7,00%	53,00%	10,00%	30,00%	-
31	7,00%	52,80%	10,20%	30,00%	-
30	7,00%	51,95%	11,05%	30,00%	-
29	7,00%	50,43%	12,57%	30,00%	-
28	7,00%	48,37%	14,63%	30,00%	-
27	7,00%	45,88%	17,12%	30,00%	-
26	7,00%	43,08%	19,92%	30,00%	-
25	7,00%	40,08%	22,92%	30,00%	-
24	7,00%	37,02%	25,98%	30,00%	-
23	7,00%	34,00%	29,00%	30,00%	-
22	7,00%	31,12%	31,88%	30,00%	-
21	7,00%	28,40%	34,42%	30,18%	-
20	7,00%	25,82%	36,45%	30,73%	-
19	7,00%	23,38%	38,11%	31,51%	-
18	7,00%	21,06%	39,40%	32,54%	-
17	7,00%	18,86%	40,27%	33,87%	-
16	7,00%	16,76%	40,65%	35,59%	-
15	5,95%	15,81%	40,49%	37,75%	-
14	5,95%	13,89%	39,73%	40,43%	-
13	5,95%	12,05%	38,30%	43,70%	-
12	4,90%	11,33%	35,33%	48,44%	-
11	4,90%	9,62%	31,30%	53,18%	1,00%
10	2,10%	10,77%	27,13%	57,00%	3,00%
9	2,10%	9,20%	23,51%	58,19%	7,00%
8	2,10%	7,68%	20,47%	56,75%	13,00%
7	-	8,34%	17,83%	53,83%	20,00%
6	-	6,95%	15,43%	48,62%	29,00%
5	-	5,63%	13,10%	43,27%	38,00%
4	-	4,38%	10,66%	37,96%	47,00%
3	-	3,19%	8,41%	32,40%	56,00%
2	-	2,06%	7,94%	26,00%	64,00%
1	-	1,00%	9,00%	20,00%	70,00%
0	-	-	10,00%	15,00%	75,00%



Grille « Horizon retraite dynamique »

Modèle annuel (étant précisé que la grille sera paramétrée en pas trimestriels)

Age	Sélection DNCA Actions Euro PME	Impact ISR Performance	Avenir Mixte Solidaire	Sélection DNCA Sérénité Plus	Natixis ES Monétaire
40	12,00%	88,00%	-	-	-
39	12,00%	88,00%	-	-	-
38	12,00%	88,00%	-	-	-
37	12,00%	88,00%	-	-	-
36	12,00%	88,00%	-	-	-
35	12,00%	88,00%	-	-	-
34	12,00%	88,00%	-	-	-
33	12,00%	88,00%	-	-	-
32	12,00%	88,00%	-	-	-
31	12,00%	88,00%	-	-	-
30	12,00%	88,00%	-	-	-
29	12,00%	88,00%	-	-	-
28	12,00%	88,00%	-	-	-
27	12,00%	88,00%	-	-	-
26	12,00%	88,00%	-	-	-
25	12,00%	88,00%	-	-	-
24	12,00%	88,00%	-	-	-
23	12,00%	88,00%	-	-	-
22	12,00%	88,00%	-	-	-
21	12,00%	88,00%	-	-	-
20	12,00%	88,00%	-	-	-
19	12,00%	88,00%	-	-	-
18	12,00%	88,00%	-	-	-
17	12,00%	88,00%	-	-	-
16	12,00%	88,00%	-	-	-
15	10,20%	89,80%	-	-	-
14	10,20%	89,80%	-	-	-
13	10,20%	89,80%	-	-	-
12	8,40%	89,60%	2,00%	-	-
11	8,40%	86,60%	2,00%	-	3,00%
10	3,60%	85,40%	6,00%	-	5,00%
9	3,60%	76,40%	12,00%	-	8,00%
8	3,60%	65,40%	20,00%	-	11,00%
7	-	58,16%	25,49%	1,81%	14,54%
6	-	48,34%	27,33%	6,33%	18,00%
5	-	39,84%	26,33%	12,83%	21,00%
4	-	32,50%	25,00%	17,50%	25,00%
3	-	25,91%	23,84%	21,69%	28,56%
2	-	20,66%	22,67%	24,67%	32,00%
1	-	17,34%	21,33%	25,33%	36,00%
0	-	15,00%	20,00%	25,00%	40,00%

